

Premiers aperçus sur la campagne législative 1974 à la RTB

par Gabriel THOVERON,

Professeur à l'ULB, Maître de Recherche à l'Institut de Sociologie

Claude GEERTS,

Première Chargée de Recherche au Service de l'Enquête Permanente de la RTB

Clairette DELMOTTE, Roger DESCHAMPS,

José-Manuel NOBRE-CORREIA et Jacqueline THOVERON*

★

Res Publica nous donne peu de temps, peu de place, et comme à l'habitude, nous ne pouvons donner ici que de premières indications, sommaires et schématiques. Elles permettent une discussion préalable à la rédaction des rapports définitifs.

Avant la bataille.

Annonçant sa décision de se lancer dans la politique, le journaliste Frédéric François expliquait : « Je me suis aperçu qu'il était de plus en plus difficile de faire de l'information à la RTB : certaines émissions ont dû être abandonnées, parce que la politique a tendance à vouloir se mêler de tout » (*La Libre Belgique*, 12 février).

Une dizaine de jours plus tard, les journalistes du secteur RTB de la CSC publient un communiqué sur la manière dont va se dérouler la campagne électorale, à la radio comme à la télé : « Les émissions programmées, même lorsqu'elles sont faites à l'initiative de la RTB (...) subissent de fortes pressions de la part de divers partis politiques. Ceux-ci ont rejeté plusieurs formules d'émissions qui sont pourtant couramment

* Jacqueline THOVERON a établi la chronique et la chronologie de la campagne ; J.-M. NOBRE-CORREIA a étudié le déroulement de celle-ci dans la presse écrite ; Clairette DELMOTTE a analysé le contenu des émissions de radio et télé ; Claude GEERTS, Roger DESCHAMPS et l'Enquête Permanente de la RTB ont étudié le public ; Gabriel THOVERON a assuré la coordination et la synthèse d'ensemble.

programmées à l'étranger et qui ont déjà été utilisées par le passé à la RTB (par exemple, les « face à face »), pour ne prêter leur collaboration qu'à des émissions dont ils avaient choisi la formule, les participants, voire la présentation, et dont la date a été tirée au sort (...). C'est une manifestation de plus de l'emprise grandissante des partis politiques à la radio et à la télévision » (*La Dernière Heure et Le Peuple*, 23-24 février).

À la radio, chaque samedi en 1968, chaque midi en 1971 un « Face à Face » opposait deux hommes politiques mais lors de la dernière campagne l'émission n'avait pu être réalisée qu'au prix d'un certain nombre de difficultés (1).

En 1974, la formule est, selon l'avis officieux qu'en donne *Le Soir* du 31 janvier, projetée à la fois pour la télévision (« trente minutes passant entre 19 h 15 et 19 h 45 et qui opposeront des personnalités dont le choix sera fait par l'équipe rédactionnelle de la RTB ») et pour la radio (où « l'essentiel sera constitué par une série de dix débats opposant deux hommes politiques rivaux »). Le 8 février, plusieurs journaux, publiant le programme de la campagne télévisée, annoncent, officiellement cette fois, qu'il y aura 5 « Face à Face », dont ils précisent les dates.

Finalement, des débats à 4 ou 5 participants remplaceront, à la radio, les débats à 2. Le « Face à Face » télévisé sera purement et simplement supprimé.

« C'est, dit *Le Peuple* en réponse au communiqué de la CSC que nos antennes, lorsqu'elles organisent des émissions électorales, se doivent avant tout de ne favoriser personne... Ainsi avait-on prévu, pour la série des « Face à Face », trois représentants du FDF-RW ! Que d'autres partis refusent, dans ces conditions déjà faussées, de participer à ces émissions est compréhensible. Tout est une question de dosage. » (23-24 février).

Quant à la direction générale de la RTB, elle « marque sa conviction que des émissions telles que « Face à l'Opinion », « Faire le Point » et des débats radiophoniques présentent de réels éléments d'information pour les téléspectateurs et les auditeurs et ne sont en rien des tribunes de complaisance » (Communiqué du 22 février).

C'est vrai. *Sur le plan de l'information, la RTB n'a pas manqué à sa mission. Mais la campagne a peut-être perdu de son côté spectaculaire.* Elle a été moins diversifiée. Elle a été privée du type de débat le plus simple — et donc le plus percutant —, le combat à deux, un contre un, celui où il est le plus facile, à la fin, de déterminer un vainqueur et

(1) Voir THOVERON, « Grandeurs et Misères des Émissions Electorales », *Études de Radio Télévision*, RTB, Bruxelles, n° 19, pp. 11-12.

un vaincu. On s'est privé d'une des formules de médiation auxquelles le public se montre le plus sensible.

Il ne s'agissait pas de censure à proprement parler. C'était un refus de collaboration qui, privant certains combats d'un des combattants, les empêchait de se tenir. D'autant que la RTB, service public, est tenue à la plus stricte objectivité. Un journal imprimé peut plus aisément passer outre et se contenter, après avoir averti ses lecteurs, de travailler avec les hommes et les partis qui acceptent ses conditions. La RTB ne peut guère persévérer lorsque l'équilibre entre les partis est rompu (2).

C'est dans ce climat qu'il faut sans doute situer l'insistance de la RTB à assurer une répartition des tâches d'encadrement de la campagne entre de nombreux journalistes, d'obédiences diverses. Cette répartition est certes un des moyens classiques utilisés pour assurer l'objectivité des émissions ; mais certains journalistes s'étaient vus confier des rôles-vedettes dans certaines émissions. Or, *Le Soir* du 31 janvier nous signale, à propos de l'émission « Faire le Point », qu'« on s'est demandé, au dernier conseil d'administration (de la RTB) s'il convenait objectivement qu'elle soit animée et orchestrée par le même journaliste ». Le problème est donc posé avant que ce « même journaliste », Frédéric François, ait décidé de quitter la télévision pour la politique ; sans doute la délibération du conseil est pour quelque chose dans cette décision ; décision qui, à son tour, ne peut manquer d'influencer le Conseil d'Administration.

Aucun journaliste ne sera donc, dans ces élections, mis en vedette. Quatre journalistes présideront respectivement les quatre « Faire le Point » de la campagne ; cinq journalistes assureront respectivement la coordination des débats radiophoniques ; quatre journalistes aussi à « Face à l'Opinion » : « ...si l'on exhiba le profil de quatre journalistes devant les téléspectateurs, note *Le Peuple* du 1^{er} mars, ceux-ci furent tout interloqués de n'en entendre que deux, les autres jouant les potiches de l'époque Wang ! Explication ? La direction de la RTB, qui ne veut en aucun cas être soupçonnée de partialité politique, a confié le dépouillement des questions à quatre journalistes politiquement représentatifs. Mais comme tout le monde ne peut évidemment parler à la fois, seuls G. Konen et M. Dumon posent les questions au parti mis sur la sellette. Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, Dolly Damoiseau et Michel Fransen sont restés muets... ».



Un autre problème fut posé par l'existence d'une liste de cartel, à Bruxelles, entre FDF et PLDP. La RTB, dans un premier temps, prévoit

(2) Elle dut, pour des raisons semblables, renoncer à évoquer l'Affaire Royale dans ses « Dossiers de l'Après-Guerre ».

donc des tribunes communes, un « Face à l'Opinion » commun pour le RW, le FDF et le PLDP. C'est sur cette base qu'est effectuée le 14 février, par tirage au sort, la répartition des émissions électorales (*Le Peuple* du 15 février). Le président du PLDP, appuyé par le FDF, introduit alors une réclamation contre la répartition du temps d'antenne en proportion du nombre de députés et non selon la représentation au Conseil Culturel ; il demande que lui soient attribuées des émissions indépendantes, et au moins égales à celles du PC. Il lui sera finalement donné satisfaction.

L'agencement des émissions.

La RTB, dans ses Journaux, ses Revues de Presse, rend compte de la campagne, informe à son propos. Mais elle est aussi *le lieu d'une campagne spécifique*, au cours de laquelle la parole est donnée aux hommes politiques : c'est de cette campagne que nous allons parler ici. Elle comprend d'une part des *tribunes unilatérales*, de l'autre des *confrontations* ; confrontations entre hommes politiques, et ce sont des débats ; confrontations électeurs-candidats, et c'est le Face à l'Opinion.

A. LES TRIBUNES UNILATÉRALES.

Elles sont mises à la disposition des partis, qui en assurent librement le contenu.

A la radio comme à la télé, le PSB dispose de 4 tribunes, le FDF-RW et le PSC de 3, le PLP de 2, le PC et le PLDP d'une tribune chacun. Les tribunes sont de 11 minutes à la radio, de 15 minutes à la TV, à une exception près, celle des tribunes PLDP qui sont respectivement de 9 et 13 minutes. Les tribunes accordées au PC couvrent les listes présentées par l'UDP.

Au total, 14 tribunes radiophoniques d'une durée globale de 2 heures 32' et 14 tribunes télévisées d'une durée globale de 3 heures 28'. Elles sont situées respectivement après le Journal Parlé de 19 h et après le Journal Télévisé de 19 h 45 (voir tableaux I et IV).

B. CONFRONTATIONS.

a) A la télévision.

1. Faire le Point. Comme en 1971, cette série habituelle du dimanche midi est adaptée aux besoins de la campagne. Il y aura 3 émissions préélectorales, chacune présidée par un journaliste différent ; les thèmes ont été choisis par le Conseil d'Administration ; les partis choisissent leurs représentants aux débats. Les PSC, PLP, PSB et FDF-RW sont

TABLEAU I

TV. Tribunes. 15'. Aux environs de 20 h 20, après le journal de 19 h 45

					Auditoire en %	Cote	Auditoire du 1/4 d'heure précédent	Auditoire du 1/4 d'heure suivant
L	18/2	PSB	MM. Falize, Mathot	Ibramco et la reconversion économique wallonne	26,5	5,2	51,5 ⁺	29
Mc	20	PLDP	MM. Demuyter, Gillet, Moureaux, Van Offelen, Lepaffe *	Bruxelles et ses problèmes	27,5	5	54	47,3
J	21	PSC	MM. Califice, Nothomb, Van Aal	Le Nouveau PSC. Doctrine et politique pour une Wallonie Nouvelle	28	5,2	31,8	50,5
V	22	PSB	MM. Glinne, Leburton	Action des socialistes au gouvernement	18,5	5,1	27,8	18,5
L	25	FD -RW	MM. Defosset, Gol, Guillaume, Knoops	Les scandales	26,3	5,4	46,5	20,8
Ma	26	PLP	MM. Descamps, Hannotte, Jeunehomme, Olivier	L'initiative privée. Les Indépendants — La Wallonie	28,8	4,9	48	39
Mc	27	PSB	MM. Dehousse, Dupont, Janne, Ylieff, Mme Petry	Les Cantons de l'Est, la Wallonie, les femmes	24,3	4,9	32,8	52,5
J	28	PSC	MM. Grafé, Humblet, Van Aal	La Wallonie	33,5	5,1	49,3	64,5
V	1/3	FD	MM. Havelange, Lepaffe, Persoons, Mme Spaak, M. Demuyter *	Bruxelles, le fédéralisme, les femmes, la moralité politique	27,3	5,1	45,8	45,8
L	4	PLP	MM. Damseaux, Defraigne, Gladwyn, Toussaint	Pouvoir et Syndicat, les Indépendants, l'initiative privée	26,8	4,4	47,3	58
Ma	5	PSC	MM. Van Aal, Van den Boeynants, Mme Goor	Bruxelles et le régionalisme — la femme	26	4,8	54,3	38,5
Mc	6	FD -RW	MM. Bila, Perin, Schreder, Mme Nys-Costes	Les agriculteurs, les Indépendants, la liberté syndicale	27,3	4,6	51	28,8
J	7	PSB	MM. Cools, Hurez, Namèche	Les attaques des autres partis — le programme social — Les nationalisations	27	4,9	52,8	43,5
V	8	PC- UDP	Mmes Cardon, Culot, Deglin, Dinant, Lewin	Inflation, chômage et rassemblement des progressistes	25,3	4,9	48,3	43,3
Moyennes					26,6	4,7	45,8	41,4

* M. Lepaffe est candidat FDF et M. Demuyter candidat PLDP. Ils viennent en invités à la tribune du parti avec lequel ils font cartel.

toujours présents ; le PC apparaîtra 2 fois, le PLDP sera invité à l'émission sur les problèmes bruxellois. Une quatrième émission se situera en soirée, et sera chargée d'apporter le point de vue des partis flamands (CVP, PVV, BSP, VU) ; hors d'elle, il n'y aura pas de politicien néerlandophone dans la campagne télévisée...

Chaque « Faire le Point » dure une heure (voir tableau II).

2. Face à l'Opinion. C'est le retour de ce qui fut, en 1965, l'émission vedette ; mais avec bien des changements. En soirée, vers 21 h 30, 5 personnalités politiques, appartenant à un même parti et choisies par lui, sont chargées de répondre aux questions des téléspectateurs. Entre ceux-ci, (qui s'expriment par *carte postale* ou par *téléphone*) et les hommes politiques, un groupe de quatre journalistes (issus des quatre principaux partis) assurent la sélection et la transmission des questions).

Les questions transmises par téléphone peuvent être adressées, le jour de l'émission, de 19 à 21 h, à l'un des quatre centres de la RTB, Bruxelles, Liège, Mons, Namur, où elles subissent un premier tri. Il n'y a *pas de questions en direct*, et les questions ne sont pas communiquées aux participants avant l'émission. L'ordre des partis est déterminé par tirage au sort. Il y aura 6 « Face à l'Opinion ». Ils durent 60 minutes dans les cas des PSB, PSC et FDF-RW, 30 minutes dans celui du PC. Le PLP sera invité à une émission de 45 minutes, suivie d'une autre de 30 minutes pour le PLDP. Au total, 4 heures 45' (voir tableau III).

b) A la Radio.

1. Débats thématiques. Il y en aura 7, dans les deux dernières semaines de la campagne, entre 13 h 15 et 14 h, après le Journal Parlé, dans le cadre des « Dossiers de l'Actualité ». Le Conseil d'Administration a fixé les thèmes des débats, dont l'ordre est tiré au sort. 5 journalistes se relayeront pour assurer la coordination ; les débatteurs sont désignés par les partis en fonction des thèmes proposés. Les quatre partis principaux participeront chaque fois, le PLDP sera invité à trois émissions dont celle concernant les problèmes bruxellois, le PCB pourra se faire représenter à 3 émissions de son choix. Il choisira les émissions sur les problèmes éthiques, sur l'inflation, la vie chère et l'emploi, et sur l'économie wallonne, et sera absent du premier débat où l'on traitait, entre autres, du regroupement des progressistes. *Le Drapeau Rouge* se devra d'expliquer, le 27 février, « Pourquoi le PCB et l'UDP n'ont-ils pas participé à ce débat ? » : « il faut savoir que si le PC et l'UDP avaient choisi de participer au débat du 26 février, ils se seraient condamnés de la sorte à disparaître complètement de ces émissions dans la dernière phase de la campagne électorale ». Le PC tient à être présent, le 27, à propos

TABLEAU II

TV. Faire le point. Dimanche 12 à 13 heures

			Auditoire %	Cote
17/2	Les Problèmes de Bruxelles	MM. Cudell, Hannotte, Lagasse, Risopoulos, Vanden Boeynants Journaliste : M. Dayez	15,1	6,6
24/2	La Régionalisation	MM. Cools, Grafé, Noël, Olivier, Perin, Journaliste : M. Bredael	14,1	6,8
3/3	L'entreprise publique, l'entreprise privée	MM. Califice, Defraigne, Glinne, Perin, Van Geyt Journaliste : M. Mordant	11,4	6,8
		Mardi, 21 h 45 à 22 h 45		
19/2	Que pensent les partis flamands?	MM. Claes, De Croo, Schiltz, Tindemans Journaliste : Mme Dumon	17,2	6,8

TABLEAU III

Face à l'opinion

					Q P*	Q R**	Auditoire en %	Cote	Auditoire du 1/4 d'heure précédent	Auditoire du 1/4 d'heure suivant
Mc	27/2	21 h 15 30'	PC- UDP	MM. Gilquin, Glineur, Levaux, Van Geyt, Mme Guisse	263	19	19,1	6	52,5	11,8
V	1/3	21 h 30 60'	PSB	MM. Cools, Janne, Leburton, Urbain, Mme Pétry	717	29	18,5	5,6	47	3,8
L	4/3	21 h 15 60'	PSC	MM. Califice, Grafé, Nothomb, Van Aal, Van den Boeynants	736	23	20,5	5,3	55	5,5
Ma	5/3	21 h 30 60'	FDJ -RW	MM. Defosset, Lagasse, Outers, Moreau, Perin	718	22	18,1	6,1	38	7
J	7/3	21 h 15 40'	PLP	MM. Damseaux, Defraigne, Hannotte, Oli- vier, Toussaint	538	24	16,3	5,6	43	→
J	7/3	30'	PLDP	MM. Gillet, Hougardy, Moureaux, Mun- deleer, Risopoulos		13	12,3	5,8	→	16,5

* Questions posées par les auditeurs.

** Questions retenues pour l'émission.

TABLEAU IV

Radio. Tribunes. Aux environs de 19 h 15, après le journal de 19 h

					Auditoire %	
					du journal de 19 heures	de la tribune à 19 h 15
Ma	19/2	PLDP	MM. Risopoulos-Mundeeler	Ibramco et nationalisation — Régionalisation		
Mc	20	PSC	M. Devos	Ibramco et la gestion du secteur énergétique		
J	21	PSB	M. Remacle (Marcel)	Contrôle du secteur de l'énergie — Défense des indépendants — Problèmes du Luxembourg		
V	22	FDF	MM. Bourdon	Défense des Indépendants		
S	23	RW PLP	M. Damseaux	Liberté syndicale dans les services publics Les « dessous » de la chute du gouvernement — Fédéralisme — Initiative privée et Ibramco		
Ma	26	PSB	M. Delhaye	Défense des indépendants et des agriculteurs		
Mc	27	PSC	M. Remacle (Léon)	Egalité de tous face à l'enseignement		
J	28	FDF RW	MM. Massart-Bertrand	Leur pluralisme — Les 8 points d'urgence de leur programme — Les Fourons		
V	1/3	PSB	M. Degroevé	Bruxelles		
L	4	PC UDP	MM. Blume Moreaux	Alliance avec UDP et Union des travailleurs		1,5*
Ma	5	PSB	M. Delmotte	Priorité du collectif — Position vis-à-vis des autres partis	4,5	1,9
Mc	6	PSC	Mme Rijckmans	Critique du néo-libéralisme — Régionalisation — Démocratisation du travail	3,9	1,7
J	7	FDF RW	M. Bourgeois Mme Mahieu	Participation économique et politique de la femme	4,1	2
V	8	PLP	M. Damseaux	Avec le PLDP pour Bruxelles Une place au soleil pour les femmes	3,7	1,5
				Politique économique (initiative privée) — Inflation — Crise pétrolière — Dépenses publiques		

* A 19 h 30. Le journal a un auditoire de 4,1 % à 19 heures, déjà réduit à 2 % vers 19 h 15.

TABLEAU V

Radio. Débats. 13 h 15 à 14 h, dans les « Dossiers de l'Actualité »

				Auditoire			
				du journal de 13 h	de 13h15 à 13h30	de 13h45 à 14 h	après le débat
Ma	26/2	Tentatives de regroupement de la gauche et du Centre	MM. Cools, Damseaux, Plasman, Perin Journaliste : J. Vierendeels	%	%	%	%
Mc	27	Problèmes éthiques	MM. Hanin, Pierson Mmes Dinant, Kohn, Spaak Journaliste : P. Devos				
J	28	Inflation, vie chère et emploi	MM. Hannotte, Leburton, Joseph Michel, Persoons, Van Geyt, Van Offelen Journaliste : J. Simon				
V	1/3	Initiatives industrielles — Création d'emplois et crise de l'énergie	MM. Delruelle, Gol, Humblet, Mathot Journaliste : F. Hardoux				
Ma	5	Economie de la Wallonie	MM. Close, Defraigne, Grafé, Knoops, Levoux Journaliste : A. Moens	11,5	9,3	5,9	4,3
Mc	6	La régionalisation et le problème de Bruxelles	MM. Defosset, Falize, Olivier, Risopoulos, Van Aal Journaliste : A. Moens	11,7	9,1	6,7	2,8
J	7	Le pacte Scolaire	MM. Hurez, S. Moureaux, Nothomb, Outeurs, Toussaint Journaliste : J. Vierendeels	11,9	10	7,6	3
V	8	Débat de Presse avec Charles Rebuffat (« Le Soir »), Gaston Williot (« La Dernière Heure »), Jean-Louis Lhoest (« Le Peuple »), Jean Daloz (« La Libre Belgique »). Journaliste : P. Devos		12,1	9,3	7,4	2,8

des problèmes éthiques, le 28 pour l'inflation, et le 5 mars, il pourra être là pour l'économie wallonne.

Un 8ème débat réunira des représentants de la presse écrite, plus précisément de quatre quotidiens bruxellois.

Au total, environ 6 heures d'antenne (voir tableau V).

2. Emissions en « décrochage ».

Elles approfondissent *la tendance*, marquée depuis 1968, à *la régionalisation*.

Au cours des 3 semaines avant les élections, chacun des centres de production réalise, en décrochage, des émissions de débat sur la base des arrondissements électoraux ;

Ces émissions sont au nombre de :

- 3 pour Liège : Liège, Huy-Waremme, Verviers.
- 3 pour le Hainaut : arrondissements sénatoriaux : Mons-Soignies, Tournai-Ath-Mouscron, Charleroi-Thuin.
- 1 pour le Brabant wallon : Nivelles.
- 2 pour Namur : Namur, Dinant-Philippeville.
- 2 pour le Luxembourg : Arlon-Marche-en-Famenne-Bastogne, Neufchâteau-Virton.
- 1 pour Bruxelles à laquelle sera notamment invité le PLDP.

Sont invités à chacun de ces débats tous les partis d'un arrondissement pour autant qu'ils répondent aux critères du nombre de députés sortants ou des candidatures présentées.

Ces émissions ont lieu le vendredi de 19 h à 19 h 30, au total 6 heures de débats, mais dont chaque auditeur ne peut guère capter qu'une heure et demie (voir tableau VI).

3. Débats « Contrastes ».

Le samedi 23 février, à 12 h 30, dans le cadre de « Contrastes », émission du Centre de Liège, est traité le thème « Les problèmes posés pendant la campagne électorale à travers les programmes des différents partis par les présidents de ceux-ci » (sont là MM. Cools, Damseaux, Nothomb, Perin, Van Geyt).

Ajoutons pour mémoire qu'à Liège encore, au sein du *Magazine F*, 5 présidents des partis, chacun accompagné d'une femme sont venus traiter des problèmes féminins. (Cette réalisation est un peu en marge de la campagne ; nous n'en parlerons plus par la suite).

TABLEAU VI

Radio. Débats en décrochage. 19 h à 19 h 30

		PSC	PLP	PSB	RW	PC/UDP	
V 22/2	Liège Mons-Soignies Dinant-Philippeville	MM. Hansenne Pêtre Barbeaux	Duquesne Hannotte Cornet d'Elgins	Close Delmotte Bonzi	Bertrand Lagneau Bila	Pachmes Mme Dinant Waucquez	PBLA*
V 1/3	Verviers Tournai-Ath-Mouscron Neufchâteau-Virton Nivelles	Moreau Devos Michel J. Chalon	Damseaux Bertouille Bousicout Moreau de Melen	Ylieff Spitaels Deworme Scolaert	Schoonbroodt Carton Michel M. Well	Hotterbeeck Dricot Duchateau	Michel
V 8/3	Huy-Waremme Charleroi-Thuin Arlon-Marche Bastogne Namur Bruxelles	Ranscelot Califice Courotte Remacle St-Remy	Jasselette Herbayer Olivier Poswick Baguette (PLP Bxl) Risopoulos (PLDP)	Corne Baudron Remacle Lacroix Degroeve	Fievez Cendebien Schreder Massart (FDF) Havelange	Chenot Merckx Pieret Moins	VU Claes

* Parti des Belges de langue allemande.

Malgré l'importance de ces efforts, la campagne prend moins de temps d'antenne qu'en 1971.

La presse, pour sa part... Il est intéressant de comparer les efforts de la RTB avec ceux des journaux quotidiens francophones. Dès 1971 nous pouvions noter que la presse écrite évoluait, lors des campagnes électorales, d'un pluralisme « externe » (l'expression des opinions diverses passe par la multiplicité des journaux) au pluralisme « interne » (des opinions opposées trouvent écho dans un même journal). Cette évolution est liée à l'influence de la radio-télé, dont on imite parfois les formules. En 1971, *La Libre Belgique* avait ses « Face à Face » et, en 1974, *La Meuse* a son « Face à l'Opinion » : « Les lecteurs de *La Meuse-La Lanterne* questionnent - Les hommes politiques répondent ». *La Meuse* s'ouvre au PSC, au PLP, au PSB, au RW, au PCB et à la VU.

Font également du pluralisme « interne » *Le Soir*, qui continue ses « Tribunes Libres » habituelles (PSC, CVP, PLP, PLDP, PVV, PSB, BSP, PCB, FDF, RW, VU), et pose aussi des questions (« pour éclairer le choix de l'électeur : les partis répondent aux grandes questions de l'heure ») d'une part aux partis, d'autre part à leurs spécialistes. (Le PFU trouvera sa place à propos des problèmes de la femme et de l'avortement). *La Libre Belgique* pose « Douze questions avant les élections » ; à chaque question, le nombre de réponses varient de 4 à 9, comme varient les partis représentés (parmi lesquels on trouve à l'occasion le PLP bruxellois). Après le 27 février, 11 interviews « A bâtons rompus avec un candidat... » (5 PSC, 2 CVP, 1 PLP, 1 PVV, 1 PSB, 1 FDF). *La Dernière Heure* a interviewé 13 personnalités (2 PSC, 1 CVP, 1 PLP, 1 PVV, 1 PLDP, 1 PLP bruxellois, 2 PSB, 1 FDF, 1 RW, 1 PC, 1 VU). *La Cité* n'a pas donné la parole aux partis, mais elle a, en tableaux, et à propos de quatre thèmes, confronté « Les programmes des partis et le memorandum du Mouvement Ouvrier Chrétien » (partis considérés : PSC, PSB, PLP, RW, FDF, et, lors des deux dernières, le PC).

En province, *Vers l'Avenir* présente « L'enjeu du prochain scrutin vu par les présidents de parti » (PSC, PSB, RW, PLP, PC) et « Les programmes provinciaux des partis politiques » (PSC, PSB, PLP, RW). *La Nouvelle Gazette* demandera, du 12 au 23 février, « Ce qu'ils vous promettent en échange de votre voix ? » : 67 réponses se répartissent entre PSC, PLP, PSB, RW, UDP, PC, mais aussi Parti Libéral Wallon-Indépendants (Charleroi), Démocratie Nouvelle (Namur) et PFU. Du 25 février au 8 mars on confronte les programmes des partis sur divers points : outre les partis déjà cités, on trouvera FDF, VU, PLDP et PVV, tous n'étant pas chaque fois représenté, ce qui donne, pour chacun des 11 thèmes abordés, de 10 à 13 réponses. Enfin, le 9 mars, c'est un candidat isolé à la Province, Michel Hantot, qui s'exprime.

En dehors de cela, des hommes politiques socialistes et 4 fois, M. Califice seront interviewés. Le 8 mars, 4 personnalités (RW, PLP, PSB et PLW) expliquent « Par quelle voie atteindre les objectifs fondamentaux ? Réactions des partis aux déclarations du Ministre Califice (publiées hier) ». *Le Jour* ouvre une Tribune Libre où s'expriment des responsables des PSC, PLP, PSB, RW et PC.

Les journaux socialistes ne pratiquent guère l'ouverture : il y a retrait par rapport à 1971, où *Le Peuple* et *La Wallonie* avaient donné des tribunes aux principaux partis. *La Wallonie* n'interroge plus que des socialistes, des communistes et un social-chrétien soigneusement choisi : c'est le président de la Démocratie Chrétienne francophone... Sans doute la prise de position de la FGTB en faveur du PSB joue-t-elle son rôle dans ces limitations : c'est d'ailleurs Georges Debunne qui ferme, les 9-10 mars, la campagne de *La Wallonie*. Quant au *Journal-Indépendance*, il ne s'intéresse qu'au PSB. et l'on est surpris d'y trouver, les 9-10 mars, l'interview d'une candidate du PFU.

Les personnalités.

Cent trente politiciens sont passés sur antenne, contre 74 en 1968 et 126 en 1971. Ils se répartissent comme suit :

	PSC	PLP (bruxellois)	PSB	FDF	PC-UDF	PBLA*	Total
Bruxelles	4	1 PLDP 8 PLP Wallon	4	11 RW	5		33
Brabant Wallon . . .	3	1	2	1	1		8
Hainaut	3	4	7	5	9		28
Liège	4	6	9	7	5	1	32
Luxembourg	4	2	2	1			9
Namur	3	3	4	3	2		15
Région flamande . . .	CVP 1	PVV 1	BSP 1			VU 2	5
Total	22	26 (3)	29 (4)	28	22		130

* Parti des Belges de langue allemande.

(3) Sans tenir compte d'un libéral anglais, M. Gladwin, qui apparut lors d'une tribune télévisée, et d'un journaliste français.

(4) Sans tenir compte de M. Guyaux, du *Journal-Indépendance* (Charleroi), qui apparut comme journaliste présentant et interrogeant des candidats.

Peu de monde, proportionnellement, au PSC ; mais beaucoup de vedettes, on va le voir ; c'est l'inverse au PSB et au FDF-RW.

Ce qui frappe, c'est le déclin du rôle joué par les personnalités bruxelloises. Elles étaient plus du tiers de l'ensemble en 1971, elles sont le quart cette fois-ci. Sans la présence de partis essentiellement bruxellois (FDF et PLDP) leur rôle serait relativement minime ; est-ce l'effet de la décentralisation des émissions ? Pas essentiellement.

Il y a, cependant, 6 Bruxellois parmi les vedettes (un sur trois).

Appelons « *vedettes* » les personnalités qui sont passées *plus de 2 fois sur antenne*. Il y en avait 15 en 1968, 27 en 1971, il y en a 18 en 1974. Cinq hommes seulement se retrouvent dans les « vedettes » lors de ces 3 élections, et c'est l'indice d'un renouvellement dans le personnel politique. Ces cinq hommes, ce sont MM. Vanden Boeynants (PSC), Toussaint (PLP), Cools, Leburton (PSB) et Perin (RW).

Les « vedettes » sont, en 1974 :

— pour le PSC, MM. Van Aal (5 apparitions), Califice, Grafé, Nothomb (chacun quatre) et Vanden Boeynants (3) ;

— pour le PLP, MM. Damseaux (7 apparitions), Hannotte, Olivier (5) Defraigne (4), Toussaint (3), et, pour le PLDP, MM. Risopoulos (5) et Moureaux (3) ;

— pour le PSB, MM. Cools (5) et Leburton (3) ;

— pour le RW, M. Perin (6) et pour le FDF M. Defosset (3) ;

— pour le PC, M. Van Geyt (4) et Mme Noella Dinant (3), cette dernière étant la *seule femme à figurer parmi les vedettes*.

On note que les *présidents de parti* figurent normalement en tête des vedettes, sauf *Ch. F. Nothomb* qui cède la première place à H.-F. Van Aal, surtout à la télévision (où l'on note quatre apparitions d'H.-F. Van Aal, et deux seulement de Ch.-F. Nothomb). Au « Face à l'Opinion », c'est Van Aal qui préside et qui répartit les questions (Nothomb, il est vrai, est celui qui répond le plus souvent). De la même manière, M. *Damseaux* n'apparaîtra que deux fois à la télé, contre cinq à la radio, où notamment il tiendra, seul, les deux tribunes de son parti. Sans doute *ces présidents*, tous deux jeunes, *ne se sentent pas encore à l'aise devant les caméras* (5). Au PSC, la première place revient à un homme qui dispose à la fois d'un poids politique (il est secrétaire politique du PSC) et d'une expé-

(5) En 1965, de même, dans les Face à l'Opinion, Léo Collard, président du PSB, avait un rôle assez effacé ; aux élections suivantes, en 1968, il prenait le premier rôle.

rience de la télévision (où il a été journaliste). Notons en passant que le PSC n'a utilisé F. François, ni en radio, ni en télé.

Une seule femme parmi les vedettes, et *peu de femmes*, dans l'ensemble. 6 au PCB, (qui a réalisé sa tribune télé en ne mettant en scène que des femmes), 3 au FDF-RW (Antoinette Spaak, Lucienne Mathieu, Francine Nys), 2 au PSC (Cécile Goor, Geneviève Rijckmans), une au PLDP (elle n'est d'ailleurs pas candidate), une au PSB (Irène Pétry), aucune au PLP. 14 femmes pour 105 hommes, soit 13,3 % (les femmes sont, aujourd'hui 7,7 % à la Chambre et 5,6 % au Sénat).

Sont-ce les mêmes personnalités qu'on retrouve le plus souvent (signant un article, répondant à une interview) dans la presse ? Il est difficile d'établir ici un critère du « vedettisme » équivalent à celui utilisé pour la radio-TV ; on peut cependant considérer les journaux qui ont pratiqué le plus largement le « pluralisme interne », c'est-à-dire *La Dernière Heure*, *La Libre Belgique*, *Le Soir*, *La Nouvelle Gazette*, *La Meuse*, *Vers l'Avenir* et *Le Jour* (les 3 plus importants journaux de Bruxelles, suivi des quotidiens les plus lus et diffusés, respectivement, à Charleroi, Liège, Namur et Verviers). On peut pointer, pour chaque homme politique, le nombre de quotidiens différents dans lesquels il est apparu. On a alors :

MM. Cools, Damseaux	5
Perin, Toussaint, Van Geyt	4
Cudell, Defraigne, Humblet, Knoops, W. Martens, Nothomb, Schiltz, Van der Elst, Van Offelen	3

On voit qu'il y a des flamands parmi ces vedettes ; qu'il n'y a pas de femme ; que sur ces 14 vedettes, la moitié sont aussi des vedettes de la radio-télé (leurs noms sont soulignés).

La matière.

De quoi a-t-on parlé ? Nous aborderons la question à partir de l'émission où s'opère la rencontre du public et des candidats, Face à l'Opinion. Nous verrons quelles questions ont été adressées : c'est *le choix des téléspectateurs*. Quelles questions ont été retenues pour être posées sur antenne. C'est *le choix des journalistes*. Nous comparerons aussi avec les thèmes abordés dans les tribunes unilatérales : c'est *le choix des politiciens*.

Nous distinguerons donc dans Face à l'Opinion les *questions posées*, adressées par les téléspectateurs aux partis via la RTB, et les *questions retenues*, effectivement posées sur antenne. Pour les secondes, nous disposons d'éléments de comparaison pour 1965, 1968 et 1971 ; nous

ne disposons ni du chiffre, ni de la répartition des questions posées en 1971.

A. QUESTIONS POSÉES.

2.974 ont été adressées à la RTB, soit par téléphone (1.991) soit par la poste (983). Ce qui constitue un *record, aussi bien absolu que relatif* (en proportion du nombre d'émissions). En 1965, il n'y avait eu que 2.697 questions pour 10 émissions, et, en 1968, que 1.115 questions pour 9 émissions télévisées et 1.173 pour 19 émissions radiophoniques. Ou ce record est lié à un intérêt accru pour la politique, ou à la possibilité nouvelle donnée au citoyen d'adresser ses questions par écrit. N'oublions pas en effet qu'il n'y avait, en Belgique, fin 1972, que 1.118.035 postes téléphoniques pour 2.339.269 récepteurs de TV (la proportion est donc environ de 1 à 2).

Un tiers des questions ont été posées par carte postale, mais cette proportion varie selon les émissions, et donc selon les partis.

	Nombre de questions transmises par carte postale	En pour-cent de l'ensemble des questions reçues
PC	106	40,3
PSB	286	39,8
PLP-PLDP	184	34,2
PSC	216	29,3
FDF-RW	191	26,6
Ensemble	983	33,1

On comprend que le PC et le PSB, dont les électorsats sont plus populaires, reçoivent un taux élevé de cartes postales ; mais ce taux ne peut pas être considéré systématiquement comme un indice du niveau social. Il est évident que les électeurs qui résident dans les zones téléphoniques de Bruxelles, Liège, Mons et Namur ont plus de facilités et moins de frais à transmettre leurs questions par fil.

Tous les partis ne reçoivent pas le même nombre de questions, loin s'en faut. Trois partis principaux se détachent en tête — ce ne sont pas les mêmes qu'en 1965 et 1971, le FDF-RW ayant ravi sa place au PLP, (même si, comme nous l'avons fait, l'on met ensemble les questions adressées aux PLP et PLDP : ces deux partis passaient le même jour ; plusieurs questionneurs, ce jour-là, n'ont pas précisé auquel des deux partis ils s'adressaient).

Qui pose des questions ? Il est plus difficile de le déterminer pour 1974 que pour 1965 et 1968, où les questions étaient « personnalisées » jusqu'à leur passage sur antenne inclusivement : il était toujours précisé que telle question était posée par M. Untel, de Tel Endroit. Cette pratique a disparu en 1974, et l'on ne s'est pas préoccupé, à la RTB, des coordonnées précises de chaque correspondant — certaines cartes postales, d'ailleurs ne portant que peu de précisions.

En 1974	Par comparaison, en						1968 (total)	
	1965		1968	(télé)	1968	(radio)		
PC-UDP	263	PCB	355	PCB	39	PCB	102	141
		PC (g) (6)	51					
PSB	719	PSB	598	PSB	312	PSB	286	598
PSC	736	PSC	579	PSC	217	PSC	287	679
				Cartel				
				CVP-PSC (7)	106	Cartel	69	
FDf-RW	718	ACW (8)	78	FDf-RW	119	RW	97	216
PLP-PLDP	538	PLP	567	PLP	322	PLP	332	654
		UTI (9)	72					
		PSB						
		PSC	572					
		PLP réunis (10)						
	2.974		2.697		1.115		1.173	2.288

Sur 2.974 questions, il n'y en a que 1.678 pour lesquelles il nous a été possible de déterminer si elles étaient posées par *un homme ou une femme* : 448 (26,7 %) sont féminines, 1.230 (73,3 %) masculines. En 1968, la proportion était de 22,7 à 77,2 %, ce qui indique un certain maintien (mais il vaut mieux ne pas trop insister, car la marge d'incertitude est énorme).

Quant à l'origine géographique, nous ne pouvons guère classer les appels téléphoniques que selon le Centre Régional RTB auquel ils ont été adressés (Bruxelles, Liège, Mons, Namur) ; dans ces conditions, il nous restait à répartir les cartes postales de la même manière, en classant les cartes venues du Brabant avec les appels adressés à Bruxelles, les cartes hennuyères avec les appels adressés à Mons, les cartes des provinces de Luxembourg et Namur avec les appels adressés à Namur...

(6) Parti communiste « grippiste » (maoïste).

(7) Liste Vanden Boeynants à Bruxelles.

(8) Action Commune Wallonne.

(9) Union des Travailleurs Indépendants.

(10) Lors de la dernière émission, les 3 partis « nationaux » répondaient à tour de rôle aux mêmes questions.

Treize cartes venaient de Flandre ; nous les avons classées à Bruxelles, supposant que, si des francophones de Flandre avaient posé des questions téléphoniques, ils les avaient envoyées dans la capitale. On peut alors, si l'on répartit les questions selon l'origine et le destinataire, donner le tableau approximatif suivant :

	Bruxelles Brabant	Liège Liège	Mons Hainaut	Namur Namur Luxemb.	Total
PC	113	45	72	33	263
PSB	319	151	151	98	719
PSC	348	172	145	71	736
FDF-RW	345	151	128	94	718
PLP-PLDP	247	128	95	68	538
	1.372	647	591	364	2.974
soit en %	46,13	21,75	19,87	12,23	99,98

Quant au *contenu*, nous avons réparti les questions selon 43 sujets qui, malgré leur nombre, peuvent se recouvrir mutuellement. Toute répartition de ce type est forcément subjective ; on ne pourrait guère éviter ce défaut qu'en multipliant encore les catégories. Nous avons choisi d'utiliser ces dernières en plus grand nombre que lors des analyses des autres années ; cela permet de faire apparaître des thèmes comme les problèmes éthiques (avortement, divorce), les autres problèmes spécifiquement féminins, l'environnement et la pollution, etc... thèmes dont on a parfois dit qu'ils jouaient un rôle croissant. Nous avons détaillé, le lecteur peut, s'il le veut, effectuer des regroupements ; à l'occasion nous nous livrerons nous-mêmes à cette opération, utile pour faire la comparaison avec les travaux précédents (voir tableau VII).

Ainsi l'on peut voir *l'importance globale prise par les questions communautaires* en regroupant les thèmes Régionalisation-Fédéralisme ; Bruxelles ; Problèmes linguistiques ; Fourons et Francophones de Flandre ; Wallonie. On voit que 14,2 % des questions posées s'y rapportent, ce qui nous ramène au chiffre de 1965 (13,3 %) après la poussée de fièvre de 1968 (41,3 % à la TV ; 45 % à la radio).

A côté de cela les *problèmes éthiques* (divorce : 1,2 % ; avortement 1 %), *les autres problèmes spécifiquement féminins* (2,4 %), *l'école et le pacte scolaire* (3,7 %) *apparaissent en parents pauvres*. Les pensions (13,9 %) ou même les problèmes des indépendants (4,6 %) suscitent plus d'interrogations.

Ces chiffres concernent l'ensemble des émissions ; mais ils varient de l'une à l'autre, d'un parti à l'autre.

TABLEAU VII

Questions posées « Face à l'Opinion »

		TOT.	PC- UDP	PSB	PSC	FD RW	PLDP PLP (w)	Bx	Liège	Mons Charleroi	Namur Lux.										
		%	%	%	%	%	%	%	%	%	%										
Armée	1. Armée, Défense Nat.	83	2,8	5	1,9	20	2,8	33	4,5	13	1,8	12	2,2	28	2,0	34	5,2	15	2,5	6	1,7
Economie	2. Pol. écon./Emploi .	37	1,2	4	1,5	11	1,5	10	1,3	4	0,5	8	1,5	22	1,6	7	1,1	7	1,2	1	0,3
	3. Inflation	35	1,2	4	1,5	13	1,8	7	0,9	7	1,0	4	0,7	22	1,6	6	0,9	5	0,8	2	0,5
	4. Epargne	19	0,6	—	—	6	0,8	3	0,4	3	0,4	7	1,3	8	0,6	4	0,6	7	1,2	—	—
	5. Salaires	18	0,6	2	0,8	6	0,8	5	0,7	4	0,5	1	0,2	6	0,4	4	0,6	5	0,8	3	0,8
	6. Routes - Transports .	18	0,6	1	0,4	3	0,4	5	0,7	6	0,8	3	0,5	9	0,7	3	0,5	4	0,7	2	0,5
	7. Wallonie	29	1,0	1	0,4	9	1,2	6	0,8	11	1,5	2	0,4	5	0,4	11	1,7	8	1,4	5	1,4
	8. Ibramco - Monopoles Initiative publique et privée	136	4,6	11	4,2	62	8,6	15	2,0	24	3,3	24	4,5	64	4,7	33	5,1	30	5,1	9	2,5
	9. Agriculture	54	1,8	1	0,4	9	1,2	20	2,7	10	1,4	14	2,6	4	0,3	26	4,0	7	1,2	17	4,7
Electorats circonsrits (voir aussi 16)	10. Indépendants - Class. Moyennes	137	4,6	10	3,8	28	3,9	33	4,5	29	4,0	37	6,9	64	4,7	26	4,0	28	4,7	19	5,2
	11. Pensionnés - Vipo .	413	13,9	22	8,4	140	19,5	109	14,8	70	9,7	72	13,4	154	11,2	102	15,8	92	15,6	65	17,9
	12. Femmes	72	2,4	4	1,5	19	2,6	19	2,6	16	2,2	14	2,6	37	2,7	12	1,9	15	2,5	8	2,2
	13. Ex-coloniaux	84	2,8	2	0,8	19	2,6	30	4,1	14	1,9	19	3,5	47	3,4	13	2,0	16	2,7	8	2,2
	14. Handicapés	52	1,7	1	0,4	21	2,9	17	2,3	9	1,2	4	0,7	20	1,4	11	1,7	14	2,4	7	1,9
Enseignement Culture	15. Ecole - Pacte scolaire	109	3,7	5	1,9	30	4,2	38	5,2	18	2,5	18	3,3	32	2,3	20	3,1	25	4,2	32	8,8
	16. Enseignants	74	2,5	1	0,4	13	1,8	20	2,7	6	0,8	34	6,3	30	2,2	16	2,5	10	1,7	18	4,9
	17. Culture - Loisirs . . .	18	0,6	—	—	5	0,7	7	0,9	3	0,4	3	0,5	7	0,5	5	0,8	1	0,2	5	1,4
	18. Diplômés	19	0,6	—	—	5	0,7	5	0,7	4	0,5	5	0,9	14	1,0	3	0,5	1	0,2	1	0,3
Environnement (voir aussi 43)	19. Environnements . . .	39	1,3	1	0,4	15	2,0	5	0,7	14	1,9	4	0,7	18	1,3	6	0,9	9	1,5	6	1,7
	Institutions																				
Institutions	20. Volonté de réforme .	64	2,1	6	2,3	12	1,7	19	2,6	16	2,2	11	2,0	26	1,9	18	2,8	14	2,4	6	1,7
	21. Probité en politique .	118	4,0	3	1,1	46	6,4	23	3,1	27	3,8	19	3,5	50	3,6	26	4,0	26	4,4	16	4,4
	22. Liberté d'expression - Politique	23	0,8	10	3,8	4	0,5	5	0,7	1	0,1	3	0,5	10	0,7	6	0,9	6	1,0	1	0,3

		TOT.		PC- UDP		PSB		PSC		FDF RW		PLDP PLP (W)		Bx		Liège		Mons Charleroi		Namur Lux.	
		%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Pol. extérieure	23. Politique extérieure .	74	2,5	20	7,6	10	1,4	25	3,4	12	1,7	7	1,3	28	2,0	16	2,5	23	3,9	7	1,9
Problèmes éthiques	24. Avortement	29	1,0	2	0,8	5	0,7	12	1,6	10	1,4	—	—	12	0,9	9	1,4	7	1,2	1	0,3
	25. Divorce	36	1,2	6	2,3	8	1,1	10	1,3	6	0,8	6	1,1	26	1,9	1	0,1	9	1,5	—	—
	26. Morale	6	0,2	—	—	1	0,1	3	0,4	—	—	2	0,4	1	—	3	0,5	1	0,2	1	0,3
Problèmes du travail (voir aussi 2 et 5)	27. Syndicats	55	1,8	—	—	17	2,4	12	1,6	14	1,9	12	2,2	24	1,7	17	2,6	7	1,2	7	1,9
	28. Travailleurs étrangers	22	0,7	1	0,4	6	0,8	6	0,8	4	0,5	5	0,9	7	0,5	11	1,7	3	0,5	1	0,3
	29. Sécurité Sociale et autres avantages . . .	60	2,0	—	—	21	2,9	15	2,0	10	1,4	14	2,6	17	1,2	19	2,9	10	1,7	14	3,8
	30. Contrôle ouvrier . .	12	0,4	3	1,1	4	0,5	2	0,3	1	0,1	2	0,4	7	0,5	4	0,6	1	0,2	—	—
	31. Problèmes de travail à l'état	14	0,5	2	0,8	3	0,4	3	0,4	2	0,3	4	0,7	8	5,8	1	0,1	5	0,8	—	—
Rapports Commun- autaires (voir aussi 7)	32. Fédéralisme - Régio- nalisation	112	3,8	2	0,8	11	1,5	12	1,6	65	9,0	22	4,1	65	4,7	17	2,6	13	2,2	17	4,7
	33. Bruxelles (surtout ses limites)	147	4,9	7	2,7	22	3,1	36	4,9	54	7,5	28	5,2	130	9,5	4	0,6	8	1,4	5	1,4
	34. Problèmes linguist. .	103	3,5	—	—	11	1,5	16	2,2	65	9,0	11	2,0	74	5,4	7	1,1	17	2,9	5	1,4
	35. Fourons - Francopho- nes des Flandres . . .	30	1,0	2	0,8	5	0,7	4	0,5	13	1,8	6	1,1	11	0,8	16	2,5	1	0,2	2	0,5
Taxes-impôts	36. Taxes - Impôts . . .	111	3,7	2	0,8	28	3,9	32	4,3	25	3,5	24	4,5	52	3,8	22	3,4	22	3,7	15	4,1
Vie politique	37. Alliances politiques .	179	6,0	49	18,6	17	2,4	42	5,7	41	5,7	30	5,6	86	6,3	30	4,6	47	7,9	16	4,4
	38. Vie électorale	82	2,7	24	9,1	10	1,4	14	1,9	25	3,5	9	1,7	39	2,8	20	3,1	15	2,5	7	2,2
	39. Grandes options des partis (doctr., progr.)	151	5,1	44	16,7	23	3,2	33	4,5	33	4,6	18	3,3	63	4,6	28	4,3	44	7,4	16	4,4
Divers	40. Logement	20	0,7	—	—	6	0,8	7	0,9	6	0,8	1	0,2	13	0,9	—	—	5	0,8	2	0,5
	41. Problèmes juridiques/ de Police	40	1,3	1	0,4	13	1,8	12	1,6	7	1,0	7	1,3	10	0,7	20	3,1	6	1,0	4	1,1
	42. Rex	24	0,8	3	1,1	1	0,1	2	0,3	12	1,7	6	1,1	16	1,2	4	0,6	1	0,2	3	0,8
	43. Animaux - chasse .	16	0,5	1	0,4	1	0,1	4	0,5	4	0,5	6	1,1	6	0,4	6	0,9	1	0,2	3	0,8
TOTAUX		2.974		263		719		736		718		538		1.372		647		591		364	

Si l'on prend, pour chaque parti, les 5 sujets pour lesquels il a reçu le plus de questions, on a :

Pour le PC-UDP :

Alliances Politiques	18,6 %	
Grandes options du parti	16,7	
Vie électorale	9,1	
Pensions	8,4	
Politique Etrangère	7,6	
		60,4 %

ce qui indique une très forte concentration de questions sur un nombre limité de sujets, où domine le problème de l'alliance de chrétiens et de communistes dans l'UDP ; ajoutons que le PC-UDP reçoit aussi un taux particulièrement élevé de questions sur les libertés politiques (3,8 % contre 0,8 dans l'ensemble).

Pour le PSB :

Pensions	19,5 %	
Ibramco et nationalisations	8,6	
Probité en Politique	6,4	
Ecole et Pacte scolaire	4,2	
Ex aequo : Impôts, Indépendants,	3,9	
		42,6 %

Après les Pensions, qui arrivent en tête dans tous les partis, excepté le PC/UDP, se classent les affaires Ibramco et RTT ; le PSB est aussi le parti qui reçoit proportionnellement le plus de questions sur le coût de la vie (1,8 %), les syndicats (2,4 %), la sécurité sociale (2,9 %), le problème des handicapés (2,9 %), la police et la justice (1,8 %).

Pour le PSC

Pensions	14,8 %	
Alliances politiques	5,7	
Ecole et Pacte scolaire	5,2	
Bruxelles	4,9	
Ex aequo : Grandes Options	4,5	
		35,1 %
Indépendants, Classes Moyennes	4,5	
Armée, Défense Nationale	4,5	

Le problème des alliances, ici, c'est tantôt la collaboration du PSC et du CVP et tantôt la cohabitation, en son sein, d'une aile bourgeoise et d'une aile démocrate-chrétienne.

Le PSC reçoit aussi, proportionnellement, le plus de questions sur les problèmes des ex-coloniaux (4,1 %), l'agriculture (2,7 %), la réforme des institutions (2,6 %).

Pour le FDF-RW :

Pensions	9,7 %
Régionalisation, Fédéralisme	9
Problèmes linguistiques	9
Bruxelles	7,5
Alliances politiques	5,7

40,9 %

La physionomie est, ici, avant tout, communautaire ; c'est le FDF-RW qui reçoit proportionnellement le plus de questions sur chacun des problèmes que comporte ce thème ; c'est lui qui a proportionnellement le plus de questions sur les Fourons et les francophones de Flandre (1,8 %) et sur la Wallonie (1,5 %). Le plus de questions, aussi, sur la pollution et l'environnement (2,5 %) sur l'incivisme et le patriotisme (1,7 %).

Pour le PLP-PLDP :

Pensions	13,4 %
Indépendants, Classes moyennes	6,9
Ministère de l'Education Nationale	6,3
Alliances Politiques	5,6
Bruxelles	5,2

37,4 %

Rappelons-nous que M. Toussaint, PLP, était ministre de l'Education Nationale. Quant au problème des alliances politiques, c'est celui du cartel FDF-PLP, celui aussi des rapports entre « les » PLP.

Le PLP est aussi le parti qui reçoit proportionnellement le plus de questions sur les taxes et impôts (4,5 %) et l'épargne (1,3 %).

Quant à la *forme* des questions, nous avons, non sans subjectivité, tenté de distinguer

TABLEAU VIII

Questions complaisantes et agressives posées « Face à l'Opinion »

		Questions complaisantes						Questions agressives					
		PC	PLP	PSB	PSC	DFD	TOT.	PC	PLP	PSB	PSC	DFD	TOT.
Armée	1. Armée	1	6				7	1	2	6	17		26
Economie	2 à 7. Tous les sujets sauf Ibramco		2		3	3	8		2	9	4	2	17
	8. Ibramco - monopole - initiative publique ou privée			7		1	8		3	17	5	1	26
Electorats circonscrits	9. Agriculteurs					1	1			1	4		5
	10. Indépendants	1			1		2		6	3	3	2	14
	11. Pensionnés-VIPO				1	1	2		1	1	2		4
	12. Femmes						—		2	2	3	1	8
	13. Ex-coloniaux						—		1		1		2
	14. Handicapés						—		1		1		2
Enseignement Culture	15. Ecole		3	1	2		6		6	2	3	1	12
	16. Enseignants						—		13	4	3		20
	18. Diplômés						—			1			1
Environnement	19. Environnement			2			2			1	2		3
Institutions	21. Probité politique		1	1		7	9		6	28	10	9	53
	22. Liberté d'expression - Politique		1	2		1	4	1		3	1		5
Pol. ext.	23. Politique extérieure						—	6			1		7

		Questions complaisantes						Questions agressives					
		PC	PLP	PSB	PSC	FDF	TOT.	PC	PLP	PSB	PSC	FDF	TOT.
Problèmes éthiques	24. Avortement						—				6		6
	25. Divorce						—	1					1
	26. Morale						—				2		2
Problèmes du travail	27. Syndicats					5	5		3	11	3	2	19
	28. Travailleurs étrang. .						—	1					1
	29. Séc. soc. et autres avantages		1	3			4		2		3	1	6
Rapports communautaires	32. Fédéralisme - Région.			1		5	6		5	2	3	6	16
	33. Bruxelles		7		1	4	12		3		9	4	16
	34. Problèmes linguist. .				1	1	2		1	4	3	3	11
	35. Fourons - Francophones des Flandres						—			2	1	1	4
Taxes - Impôts	36. Taxes-Impôts					2	2		4	3	4		11
Vie politique	37. Alliances	3	1			4	8	17	5	2	17	8	49
	38. Vie électorale			1	1	5	7		4	7	5	6	22
	39. Grandes options des partis	6	2	3	2		13	15	7	4	12	9	47
Divers	40. Logement						—			1	2		3
	41. Problèmes de police - Juridiques						—			1			1
	42. Rex						—	1	1	1	1	3	7
	43. Animaux-chasse						—		1				1
	TOTAL	11	24	21	12	40	108	43	79	116	131	59	428

- les *questions de mauvaise humeur*, « questions qui, malgré leur aspect souvent courtois, exprimaient dans leur contenu ou dans leur forme, la désapprobation de l'interlocuteur » (11) ; disons que celles de cette campagne sont rarement courtoises et, généralement, franchement *agressives* ;
- les *questions de complaisance*, posées « dans une intention de propagande, par quelqu'un (un militant, un partisan ?) qui connaît la réponse » (12).

Nous donnerons des chiffres à leur propos au tableau VIII. Pour le reste nous nous contenterons de signaler l'existence de *questions personnelles* (où l'électeur expose son problème propre — problème qui est souvent celui d'un groupe — en matière de pensions, divorce, etc...) ; de *questions d'argumentation* (où l'électeur expose ses vues — parfois détaillées — sur un problème, proposant même parfois ses solutions) ; de *questions d'information* (rares)...

Notons aussi que certains auditeurs se donnent le mot et posent chacun la même question, (à propos de l'école, à propos de la situation à la Caisse d'Épargne, à propos de la Musique Militaire de Liège (!). Certains thèmes sont donc un peu surestimés, mais sans que, dans la masse des 2.974 questions, cela change vraiment les choses.

14,1 % des questions posées sont des *questions agressives* ; c'est le PSC qui s'en voit le plus adresser, mais dans l'ensemble il n'y a pas de grandes différences entre partis, sauf pour le FDF/RW, qui est le moins « agressé ».

Questions agressives

En valeur absolue	En pour-cent de l'ensemble des questions posées au parti
PC/UDP 43	16,3
PSB 116	16,1
PSC 131	17,8
FDF/RW 59	8,2
PLP/PLDP 79	14,7
Total 427	14,6

(11) *Belgique 1965. Presse, radio et télévision aux prises avec les élections*, Bruxelles, Institut de Sociologie, 1968, p. 238.

(12) *Idem*, p. 241.

Quant aux thèmes qui suscitent le plus l'agressivité, ce sont :

	Nombre de questions agressives	En pour-cent du total des questions	En pour-cent des questions posées sur ce thème
Probité en politique . . .	53	1,78	44,9
Alliances politiques . . .	49	1,6	27,4
Grandes options	47	1,6	31,1
Vie électorale	22	0,9	31,3
{ Armée	26		19,1
{ Ibramco	26	0,7	26,8
Enseignants	20	0,7	27

Chaque parti a des défauts particuliers dans sa cuirasse.

Pour le PC/UDP, les alliances (17 questions agressives), les grandes options (15), la politique extérieure (6).

Pour le PSB, la probité en politique (28), Ibramco (17), les syndicats (11).

Pour le PSC, l'armée (17) (M. Vanden Boeynants est ministre de la Défense Nationale) et les alliances politiques (17), les grandes options (12), la probité en politique (10).

Pour le FDF/RW, la probité en politique (9) (on lui reproche, en ce domaine sa propre agressivité) et les grandes options (9), les alliances (8).

Pour le PLP/PLDP enfin, le problème des enseignants (13), ceux de l'école (6) (M. Toussaint est ministre de l'Education Nationale), des indépendants (6), de la probité en politique...

3,5 % des questions sont *de complaisance* ; les partis qui en reçoivent le plus sont le PLP/PLDP, puis le PC/UDP ; ce sont aussi les partis qui en reçoivent le moins dans l'ensemble ; est-ce que, pour compenser, ils incitent leurs militants à en poser ?

Questions de complaisance

	En valeur absolue	En pour-cent de l'ensemble des questions posées à ce parti
PC/UDP	11	4,2
PSB	24	3,3
PSC	21	2,9
FDF/RW	12	1,7
PLP/PLDP	40	7,4
Total	108	3,6

Les thèmes qui suscitent le plus de ces questions sont les grandes options (13) et Bruxelles (12) ; notons que le PSB reçoit 7 questions de complaisance sur Ibramco, le PLP/PLDP en reçoit 7 sur Bruxelles et 6 sur l'armée et le PC 6 sur les grandes options (voir tableau VIII).

B. QUESTIONS RETENUES.

Ce sont celles qui sont passées sur antenne, celles qui ont effectivement été posées lors des émissions. Il y en a 130, ce qui correspond à un rythme de près de 27 questions à l'heure. Par comparaison, notons qu'en 1965 le règlement de l'émission prévoyait 25 questions à l'heure.

Selon les émissions, on eut :

PC-UDP	19 questions pour 30'	soit 38 questions/h
PSB	29	60'
PSC	23	60'
FDF-RW	22	60'
PLP	24	45' soit 32 questions/h
PLDP	13	30' soit 26 questions/h

Le PC-UDP et le PLP ont cherché à répondre le plus brièvement possible, peut-être pour compenser le fait qu'ils ne disposaient pas d'un temps aussi important que les « grands » partis ; le PLDP, placé dans la même situation, a adopté un rythme normal (mais, après tout, il suivait et prolongeait le PLP)

Répartissons ces questions par thèmes. D'emblée, il faut signaler que les questions des journalistes sont parfois formulées d'une façon plus complexe que celles du public — c'est assez normal, compte tenu, notamment, de l'effort fait pour réduire l'ensemble à quelques unités. Dans ces conditions, nous avons dû parfois répartir une question par moitié entre deux thèmes, ce qui donne le tableau de la page suivante.

Si certains thèmes secondaires ont forcément disparu à l'occasion d'une sélection qui ne pouvait être que sévère, il semble que rien d'essentiel n'ait été éliminé dans le tri. Si l'on compare les pourcentages, on voit certains sujets perdre de leur importance (les pensions : de 13,9 % des questions posées à 8,1 % des questions retenues ; les indépendants : de 4,6 % à 3,5 %) dans la mesure où une foule de questions personnelles sont ramenées à quelques questions générales ; on voit d'autres thèmes gonflés (l'ensemble des questions économiques : de 9,8 à 14,9 % ; les problèmes communautaires : de 14,2 à 18,4 %) par la nécessité de poser un même problème à plusieurs (voire à tous les) partis. Les problèmes éthiques (de 2,4 à 6,2 %) et proprement féminins (de 2,4 à 6,2 %) sont ceux qui ont subi le plus gros accroissement.

	PC/ UDP	PSB	PSC	FDJ/ RW	PLP	PLDP	Total	En %
Armée		1	2		1		4	3,1
Problèmes Economiques	3	1	2	2	1	0,5	9,5	7,3
Ibramco, monopoles, etc.	1	5	1	1	2		10	7,6
Agriculteurs		1					1	0,8
Indépendants	1	1,5			2		4,5	3,5
Pensionnés	1	3,5	1		3	2	10,5	8,1
Femmes	1	2	1	1	2	1	8	6,2
Ex-coloniaux					1	1	2	1,5
Enseignement		1	1	1	1		4	3,1
Réforme, Institutions		1	2	1		0,5	4,5	3,5
Politique extérieure	4						4	3,1
Liberté d'opinion	1						1	0,8
Avortement	1	1		1			4	3,1
Divorce		1	1	1		1	4	3,1
Syndicats		2			2		4	3,1
Contrôle ouvrier			1		1		2	1,5
Fédéralisme		1	1	3	3	2	10	7,6
Bruxelles	1	1	3	3	1	2	11	8,5
Problèmes linguistiques		1		3			3	2,3
Taxes - Impôts	2	3	2		2		9	6,9
Alliances politiques		1	3			3	7	5,4
Vie électorale	2	2		2			6	4,6
Grandes Options	1		1	3	2		7	5,4
Totaux	19	29	23	22	24	13	130	
En %	14,6	22,3	17,6	16,9	18,4	10		

Thèmes des tribunes

Le tableau IX répartit les thèmes abordés en principaux et secondaires et selon les sujets des questions de Face à l'Opinion. Un thème principal est un thème abordé d'une façon plus ou moins approfondie, on lui consacre certains développements, il occupe parfois l'essentiel d'une tribune. Un thème secondaire est effleuré en quelques mots. Nous avons placé ensemble PLP et PLDP de manière à obtenir un tableau comparable aux précédents (13).

On voit que dans l'ensemble, les grands thèmes traités par les partis sont aussi ceux qui soulèvent beaucoup de questions du public ; disparaissent ici les thèmes liés à l'existence d'intérêts relevant de groupes restreints (divorcé(e)s, immigrés, ex-coloniaux, chasseurs...).

Tous les partis traitent de leurs options fondamentales (doctrine, programme...). Mais, au-delà, des clivages apparaissent. Le PSB consacre une large part de son temps à expliquer l'affaire Ibramco ; le PLP, avec M. Damseaux, à justifier l'initiative privée. Le PSB consacre aussi beaucoup

(13) Ces tableaux seront davantage détaillés lors de la publication définitive.

TABLEAU IX

Thèmes des Tribunes

		PC/UDP		PSB		PSC		FDF/RW		PLP/PLDP		Total		Total général					
		Radio		TV		Radio		TV		Radio		TV		Radio		TV			
		1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2		
	(*)																		
Armée	1. Armée	1	1				1						1	2	3				
Economie	2. Politique économique (emploi)	2		1	1	2	1	1	3	1	2	3	4	7	5	10	9		
	3. Inflation	1		2	2			1		1	1	1	1	5	4	5	5		
	5. Salaires				1	1		1				1		1	3	1	3		
	6. Routes - Transports - Infrastr.					1		2						2	1	2	1		
	7. Wallonie (politique régionale) .			1	1	3	1	2		2	1	1	2	1	8	1	10	2	
	8. Ibramco - Monopoles - Initiat. publique et privée			1	1	3	1	1	2		1	3	2	5	2	7	1	12	3
	9. Agriculteurs			3						1				3	1	4			
	10. Indépendants, Classes Moy. . .			3		1	2			1	1	1	2	5	1	4	3	9	4
Electorats circonsrits (cfr aussi 16)	11. Pensionnés-VIPO	1	1	2	2		1	2			1	1	1	5	5	2	5	7	
	12. Femmes	1		1	2	1	1	1	1				2	2	5	7	2		
	14. Handicapés	1			1	1	1	1				1	2	1	3	1	5		
	15. Ecole - pacte scolaire			1	1	2	1	1	1	2	2		1	1	5	1	5	2	10
Enseignement Culture	16. Enseignants					1		1					1		1	1	1		
	17. Culture - Loisirs			1		1		1	1					1	3	1	3		
	18. Diplômes																		
Environ- nement	19. Environnement		1	2			2				1	1	2	3	3	3	5		

(*) 1 = thèmes principaux ; 2 = thèmes secondaires.

		PC/UDP		PSB		PSC		FDF/RW		LDP/PLDP		Total		Total général				
		Radio		TV		Radio		TV		Radio		TV		Radio		TV		
		1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	
	(*)																	
Institutions	20. Réformes			1				1	3	2	1	2	3	2	5	8	2	
	21. Probité en politique							1	2	1		1	1	1	3	4	1	
Politique ext.	23. Politique extérieure		1					1			1		1	1	1	1	2	
Problèmes éthiques	24. Avortement		1	1	2	1	1	1	1	1			1	1	5	1	6	
Problèmes du travail (cfr aussi 2 et 5)	27. Syndicats							1	1		1				3	3	1	
	28. Travailleurs étrangers	1									1		1					
	29. Sécurité Sociale et Av. Soc.		1	1	1	2					1	2		3	4	3	4	
	30. Contrôle ouvrier			1				1					1	1		1	1	
Rapports Communautaires	32. Fédéralisme - Régionalisation		1	2	1	4	2	2	1	1	2	2	4	3	9	2	13	5
	33. Bruxelles			1		1	1	1	1	1	1	1	3	3	1	6	1	
	34. Problèmes linguistiques					2		2	1		1	1	2	2	3	4	3	
Taxes-Impôts	36. Taxes - Impôts			1	1		1		1		1	1	1	2	3	2	3	4
Vie politique	37. Alliances politiques	1			1	2	1		1	1		1	1	1	4	2	5	3
	38. Vie électorale										1					1		
	39. Grandes options	1	1	1	1	4	1	3	2	1	1	1	1	1	5	2	10	2
Divers	40. Logement	1	1	1	1	1	1	1		1			1	3	1	4	2	7
	41. Problèmes justice - Police						2		1				2		1	1	3	
	44. Action gouvernementale				1			1						1	1	1	1	

d'importance aux indépendants, et, dans une moindre mesure, aux agriculteurs : publics à conquérir ? Il parle beaucoup de régionalisme, pour mettre en avant le plan de régionalisation élaboré avec la FGTB. Le FDF/RW, parti des « hommes intègres », et le PLP/PLDP, insistent sur la probité en politique et la réforme des Institutions.

La critique

La place nous manque pour une analyse détaillée de la critique. Disons qu'elle est assez acerbe, alors que le public semble avoir bien accepté les émissions. Nous l'avons dit, la campagne radio télévisée n'a pas cette fois, été spectaculaire. Les critiques lui en font semble-t-il plus grief que les citoyens (dont nous verrons qu'ils cherchent avant tout à être informés sur les grands problèmes du moment). Nous avons relevé des remarques négatives aussi bien à l'endroit des Tribunes (« La plupart de ces exhibitions furent très banales, gentillettes quelquefois, un peu barnumesques de ci, de là, peu convaincantes dans l'ensemble », *Libre Belgique* du 2 mars ; « ... nos hommes politiques ne débordent pas d'originalité dans l'utilisation de la télévision comme moyen de propagande », *Télépro* du 28 février) qu'à celui des Face à l'Opinion (« Est-ce une bonne idée de la RTB que d'avoir ressuscité les émissions « Face à l'Opinion » à l'occasion de la campagne électorale ? On peut en douter (...) », *Libre Belgique* du 4 mars) ou des Faire le Point (particulièrement celui consacré à Bruxelles : « (...) l'émission Faire le Point de dimanche dernier fut la plus mauvaise que l'on ait vue depuis longtemps » *Le Journal-Indépendance* du 20 février ; « Le téléspectateur qui aime agrémenter l'apéritif du dimanche d'une bonne séance de pancrace verbal sera resté sur sa soif, hier », *La Cité* du 18 février).

Que reproche-t-on aux Face à l'Opinion ? « Je dirais plutôt face à Georges Konen et Marthe Dumont, lesquels aseptisaient les multiples questions impertinentes, incisives, insidieuses des téléspectateurs avant de les soumettre aux candidats. Ces questions leur étaient tellement soumises qu'ils y répondaient comme ils voulaient, sans opposition, sans que la RTB ait imaginé de créer un poste « d'empêcheur-de-meetinguer-en-rond » (*Télépro* du 17 mars). Le parti interrogé « dispose de la sorte, en fait, d'une tribune électorale supplémentaire d'une heure dans laquelle il agit quasi à sa guise. L'émission tourne très vite au ronron et à l'autosatisfaction faute de contradiction » (*La Libre Belgique* du 6 mars). « A questions sélectionnées, réponses stéréotypées. D'autant qu'on a même, cette fois, abandonné le système des questions téléphoniques en direct. Lequel — si le résultat n'était guère différent — permettait tout de même de créer une relative ambiance, les caméras plongeant sur le bataillon des standardistes réqui-

sitionnées pour la circonstance » (*Le Peuple* du 1^{er} mars). Cependant, le 7 mars, *Pourquoi Pas ?* note : « Un peu mous au départ, Georges Konen et Marthe Dumon ont trouvé le ton. Il faut dire aussi qu'ils n'ont pas toujours devant eux des interlocuteurs particulièrement drôles ».

Quant à *Faire le Point*, celui sur les partis flamands est jugé « excellente initiative » et « Marthe Dumon, visiblement soucieuse d'objectivité » (*La Libre Belgique* du 21 février). Henry Mordant présidera une émission, et ce sera remarqué : « clair, net et précis » (*La Dernière Heure* du 4 mars) mais « plutôt scolaire » (*La Libre Belgique* du 28 février). « (...) des scrupules d'apothicaire président à la répartition du temps d'antenne et (...) les positions des uns et des autres se répondent comme des chandeliers sur le dessus d'une cheminée » (*La Libre Belgique* du 28 février). Les émissions « dégagent la plupart du temps un insondable ennui (...) » (*L'Avenir du Luxembourg* du 26 février).

Il apparaît bien que les *Face à Face*, qui auraient donné plus de vivacité au débat, ont manqué.

Le public

Dans les tableaux où nous présentons les diverses émissions (tableaux I à VI), nous avons donné également l'importance de leurs auditoires (en %, pour la TV, de l'ensemble des téléspectateurs francophones ; en %, pour la radio, de l'ensemble de la population francophone, Bruxelles + Wallonie) et, pour la TV, la cote que ces auditoires attribuent à ces émissions. Précisons que nous ne disposons, pour la radio, que des résultats de la dernière semaine de campagne.

A la *radio*, on constate une chute d'auditoire entre le journal parlé de 19 heures et la *Tribune* qui le suit : le public aurait plutôt tendance, à cette heure-là, à écouter le 2^{ème} programme et les « Disques demandés ». Les *Débats Thématiques* sont plus suivis, à 13 heures 15, à un moment où la concurrence de la télé est pratiquement nulle.

A la *télévision*, ce sont les *Tribunes* qui ont le plus large public, elles héritent d'une partie de l'auditoire du Journal Télévisé, elles disposent d'une partie de celui de la grande émission de soirée. Les diverses Tribunes ne doivent pas leurs succès respectifs aux partis qui les animent, mais aux succès des émissions qu'elles précèdent. Leurs résultats sont cependant assez stables : en général, le quart du public de la télé. Les *Face à l'Opinion*, comme le *Faire le Point* consacré aux partis flamands, moins longs que les *Elections 71* proposés il y a 3 ans, et peut-être plus faciles à suivre, ont eu plus de succès aussi ; ils résistent bien à la concurrence des films et feuilletons des autres stations et réunissent généralement entre 15 et 20 % des téléspectateurs (l'exception est le *Face à l'Opinion* du

PLDP : il est tard, et ce parti n'intéresse que les Bruxellois). Quant aux *Faire le Point*, ceux de la campagne électorale n'ont pas eu le succès de ceux consacrés, en décembre, à la Crise Pétrolière (16,9 % des téléspectateurs ont regardé) et en janvier, à la Crise Gouvernementale (18,6 %). Un auditoire de 10 à 15 %, le dimanche midi, n'est cependant pas négligeable et on peut considérer que ces émissions, comme les autres préélectorales, se sont bien comportées.

Leur succès, en effet, doit se mesurer en fonction de l'importance et de la nature de l'intérêt du public pour les émissions, importance et nature que, grâce à la collaboration entre l'INUSOP et l'Enquête Permanente RTB, nous avons tenté de mesurer dans l'ensemble du pays.

Et d'abord :

	Belgique	Wallonie	Bruxelles	Flandre
	%	%	%	%
Ont suivi la campagne électorale chaque jour ou presque	23,1	20,4	17,9	26
Ont suivi de temps en temps	53,2	51,3	50,8	54,9
N'ont pas du tout suivi	21,3	24,9	29,3	17,3
Ne répondent pas . .	2,4	3,4	2	1,8

ce qui indique que les électeurs les plus « assidus » se rencontrent en pays flamand (de même qu'ils se rencontrent surtout chez les hommes et chez les inactifs).

Nous avons aussi proposé, les empruntant à J.-G. Blumler (14), 8 raisons de suivre la campagne. Les interviewés pouvaient donner plusieurs réponses (ils en fournissent 3, en moyenne, par sujet) à condition de les numéroter par ordre d'importance. On voit, au tableau X, que le classement des premières citations n'est pas exactement semblable à celui de l'ensemble des citations, quoique, dans un cas comme dans l'autre, arrive en tête le *besoin d'information générale* (« pour se tenir au courant des grands problèmes du moment », et en troisième place, « pour voir ce qu'un parti fera s'il vient au pouvoir »), suivi du *plaisir d'assister à une compétition* (« pour le plaisir de suivre le match électoral »). « S'aider à faire son choix au moment du vote » n'est qu'un mobile secondaire (ainsi que l'indique *Le Soir* du 12 avril, 54,8 % des membres du panel INUSOP savaient pour qui voter avant même qu'on n'annonce qu'il y aurait des élections ; 13,7 % ont fait leur choix dès

(14) Voir BLUMLER Jay G. et McQUAIL Denis, *Television in Politics : Its Uses and Influence*, Fabers, Londres, 1968.

cette annonce). Si l'on reprend la typologie de Blumler, on peut dire que la répartition des citoyens belges, s'opère de la façon suivante :

	Belgique 1974 (ensemble des citations)	Angleterre (Leeds) 1966
<i>Vigilants</i> (« monitors »)		
— pour se tenir au courant des grands problèmes du moment	41 %	52 %
— pour voir ce qu'un parti fera s'il vient au pouvoir	29	55
— pour voir comment sont les hommes politiques	27,2	51
<i>Spectateurs</i>		
— pour le plaisir de suivre le match électoral	35	24
— pour voir qui a des chances de gagner les élections	29	31
<i>Bons citoyens</i> (« liberal citizens »)		
— pour s'aider à faire son choix au moment du vote	24,5	26
<i>Partisans</i>		
— pour se remettre en tête le programme de son parti	23,4	36

Quels que soient les mobiles qu'on ait de suivre la campagne, trois supports apparaissent primordiaux : dans l'ordre, la télévision, les journaux, la radio. La *télé* arrive toujours en tête, quelque soit le mobile. Les *journaux* arrivent presque toujours en deuxième place, mais, « pour suivre le match électoral », on leur préfère la radio ; leur rôle est surtout dominant quand il s'agit d'information générale et, bien sûr, pour ceux qui ne possèdent pas la télé. La *radio* vient en troisième lieu, mais, dans certains domaines, elle perd cette place ; pas du tout visuelle, elle est en dernière place pour nous faire « voir comment sont les hommes politiques ».

Tracts, affiches, conversations, meetings, l'un par rapport à l'autre, ont des importances changeantes. Les *tracts* sont assez efficaces pour « s'aider à faire son choix au moment du vote », savoir « ce qu'un parti fera s'il vient au pouvoir », « se mettre en tête le programme de son parti » ; ils permettent peu de « voir qui a des chances de gagner ». Les *affiches* ont à peu près le même profil, mais, surtout, elles permettent de « voir comment sont les hommes politiques » ; elles sont de peu

d'utilité dans les discussions et pour « se tenir au courant des grands problèmes ». Les *conversations*, surtout citées par les enseignants, sont d'abord utiles pour donner « des arguments dans des discussions avec d'autres » (ainsi les conversations se nourrissent entre elles) et pour « voir qui a des chances de gagner ». Les *meetings* sont un peu les parents pauvres. Ils sont utiles surtout « pour se remettre en tête le programme de son parti », puis pour « voir comment sont les hommes politiques ». Ils gardent cependant les faveurs des « partisans ».

TABLEAU X
Importance des différents supports, pour chaque motivation

	Cité		TV %	Journaux %	Tracts %	Conversations %	Radio %	Meetings %	Affiches %
	en 1er lieu %	au total %							
On suit la campagne :									
Pour se tenir au courant des grands problèmes du moment	17	41	42,6	27,6	2,8	3,3	6,3	2,7	1
Pour le plaisir de suivre le match électoral . .	14,7	35	53,4	6,3	3,9	4	4,3	3,1	3,6
Pour voir ce qu'un parti fera s'il vient au pouvoir	12,9	29	44,2	14,5	8,1	7,2	4,9	3,8	3,7
Pour s'aider à faire son choix au moment du vote	9,5	24,5	32,2	12,8	11,1	5,8	3,7	3,8	7,2
Pour se remettre en tête le programme de son parti	8	23,4	31,1	17,9	5,6	5	5,6	5,8	3,2
Pour voir qui a des chances de gagner les élections	7,6	29	40,2	18,5	2,8	7,1	4,7	2,9	1,8
Pour voir comment sont les hommes politiques .	7	27,2	47,9	8	4,7	3,8	2,5	4,4	10,8
Pour avoir des arguments dans des discussions avec d'autres	5,4	31,3	33,9	18,6	5,4	7,8	4,8	3,9	1,5

Ces résultats sont encore provisoires. Le dépouillement n'est pas encore achevé, et nous espérons développer nos conclusions d'ici la publication définitive de notre travail (15). Comme nous l'avons mis dans le titre, ce ne sont que de « premiers aperçus ».

Nous terminerons cependant par une étude bien achevée, et qui, pour annexe qu'elle soit, traduit bien certains aspects de l'influence des media.

(15) Où nous montrerons, grâce aux mêmes questions, comment les membres du panel INUSOP se sont comportés face aux élections présidentielles en France. Nos questions sont posées en France à cette occasion, et le seront sans doute en Grande-Bretagne lors des élections prochaines. Pour la France, voir déjà l'article de Roland Cayrol, dans *Le Nouvel Observateur* n° 498 du 20 mai 1974.

L'affaire François

En 1971, Henry François Van Aal, journaliste de la télévision, se fait élire député à Bruxelles, où il était cinquième sur la liste sociale-chrétienne. Un coup d'essai ?

En 1974, c'est au tour de son collègue Frédéric François de se porter candidat : « un test des plus intéressants pour les sociologues » écrit *Le Peuple* (14.2). Une candidature « intéressante à suivre pour les sociologues », note le *Pourquoi Pas ?* (21.2). Car F. François est un spécialiste de la politique belge, il s'est taillé une réputation dans l'interview des hommes politiques, au fil de l'actualité comme au long des émissions télévisées « Faire le Point », le dimanche midi. C'est un genre où il n'est pas facile de devenir une « vedette » ; il y est cependant parvenu.

Son passage de la télévision à la politique est rapide. Le 9 février, il est « L'Invité » du Magazine TV 7 (auditoire 4 %, cote 7) ; le 10, il préside encore un « Faire le Point » sur l'Ecole Pluraliste ; le 12, à Huy, à l'assemblée des délégués du PSC, il accepte d'être tête de liste de ce parti pour l'arrondissement de Huy Waremme.

Ce Bruxellois d'origine est donc parachuté dans un arrondissement wallon, et pas n'importe lequel : celui du Premier Ministre démissionnaire, Edmond Leburton. C'est un fief de gauche qui élit d'habitude 3 socialistes et 1 social chrétien ; mais, cette fois, il n'y a plus que 3 sièges à pourvoir, et la situation du PSC est menacée.

La candidature de F. François donnera donc lieu à de nombreux commentaires. Elle fera la « une » de certains hebdomadaires, *Spécial* le 20 février et *Le Soir Illustré* le 28. L'article de *Spécial* (« Faire le poing »), celui de *Pan* (« Le point sur Freddy », 20 février) seront vénimeux (16) ; la presse socialiste, évidemment, est généralement hostile.

« Mes questions étaient les vôtres. Vos problèmes seront les miens ». La campagne sera bâtie sur ce slogan qui joue habilement sur les possessifs : F. François, hier interprète du public auprès des hommes politiques, demain son interprète au parlement. L'homme de la rue, sans doute, pouvant se reconnaître dans le journaliste : un petit bagarreur qui ne se laissait pas faire et qui posait aux politiciens les questions qu'ils n'avaient pas envie qu'on leur pose (17). La campagne joue sur cette possible identification.

(16) On peut douter de l'impact de ces deux périodiques bruxellois dans la région de Huy Waremme. Il est, vraisemblablement, quasi nul.

(17) « A la télévision belge, il s'était fait un personnage, une sorte de Fifl, le poussin qui tient tête aux renards et aux dogues (...). Les téléspectatrices et les téléspectateurs, surtout ceux qui n'entendaient goutte à la politique, trouvaient en lui le substitut à leur carence ; ils se disaient obscurément : F.F. est là, il veille au grain, *La Libre Belgique*, 1^{er} mars. En se mesurant au Premier Ministre sortant, F. François accentue cet aspect « David contre Goliath ».

Elle remporte un certain succès.

Frédéric François, note *Le Soir* du 27 février, « suscite un évident mouvement de curiosité teinté de déférence. (...) ». Un problème cependant pour le PSC qui conduira son candidat vedette dans une vingtaine de meetings : les locaux. Ils sont trop étroits et on refuse du monde. « Dans le temps nous étions une vingtaine par réunion, maintenant nous sommes deux cents », confesse, un pincement au cœur, le député sortant, M. Charpentier ». Le 5 mars, c'est *La Libre Belgique* qui souligne « la participation massive et exceptionnelle aux meetings sociaux-chrétiens ».

Qui va-t-on voir ? L'ex-journaliste ou le futur politicien ?

Pour mesurer les réactions des électeurs de Huy/Waremme, nous avons fait mener, par l'INUSOP et avec la collaboration de l'Enquête Permanente, un *sondage-test* auprès de 112 d'entre eux. L'échantillon, tiré au sort dans les listes électorales, est restreint, mais nous souhaitons des indications générales, et n'avions pas à extrapoler. Les entretiens ont été réalisés dans la semaine précédant les élections entre le 1^{er} et le 8 mars.

- 98,2 % des interviewés déclarent connaître Frédéric François et 92 % savent que c'est un journaliste de la RTB. 76,1 % trouvent qu'il était un journaliste objectif. 6,2 % seulement pensent le contraire, dont 4,4 % considèrent qu'il avantageait le PSB et 0,9 % qu'il avantageait le Premier Ministre.
- 77,9 % trouvent qu'il est normal qu'un journaliste utilise dans une campagne électorale la popularité acquise à la T.V. (contre 16,8 % critiquant la candidature de F. François).
- 58,4 % pensent qu'une personnalité de la TV a plus de chances de se faire élire qu'un autre candidat, 34,5 % pensent qu'il en a autant, 3,5 % qu'il en a moins. Mais ces pourcentages passent à 53,1 ; 32,7 ; 8 dans le cas de Frédéric François.
- 49,5 voterait de préférence pour lui s'il était tête de liste du parti qu'ils ont choisi ; 29,2 % voterait pour un autre.
- mais 32,7 % seulement considèrent qu'il fera un meilleur travail au parlement qu'un autre candidat, 31 % pensent que ce ne sera pas le cas.

On est conscient du rôle que joue la personnalité du candidat : on se montre, soi-même, sensible à cette personnalité ; bien que l'on soit, finalement, sceptique quant au résultat.

Notons surtout que les attitudes varient sensiblement en fonction de l'opinion politique de l'interviewé. Aux deux extrêmes, socialistes et sociaux-chrétiens, les premiers plutôt critiques, les seconds nettement favorables.

Parmi les *électeurs du PSC*, 93 % trouvent normale la candidature de Frédéric François, 87 % considèrent ce dernier comme ayant été un journaliste objectif, 73,3 % pensent qu'il a plus de chances d'être élu qu'un autre et 80 % qu'il fera un meilleur travail parlementaire qu'un autre.

Ces pourcentages sont respectivement 46,7 ; 80 ; 33,3 et 13,3 % pour les *électeurs du PSB*. 40 % de ceux-ci critiquent la légitimité de la candidature François, 53,3 % pensant que l'ex-journaliste fera, au parlement un moins bon travail qu'un autre. Cette attitude socialiste semble se retrouver chez les électeurs du PC, *tous* critiquant la candidature François et considérant qu'il fera un moins bon travail (mais ils ne sont que deux dans l'échantillon...)

Face à la satisfaction sociale-chrétienne, rogne et grogne socialistes... On dirait que les premiers ont joué un bon tour aux seconds...

Les réponses aux questions sont tellement influencées par leurs opinions que beaucoup d'électeurs PSC et surtout PSB refusent de répondre à la question sur les intentions de vote, question qui se situait (heureusement) en fin d'entretien. On dirait presque qu'ils ont peur d'être pris en défaut, surpris en flagrant délit d'impartialité. 23 % refusent de répondre, 36,3 % déclarent ne pas savoir encore pour qui voter, et les intentions annoncées (à comparer avec les résultats réels, qu'on trouvera plus loin) sont : PSB, 13,3 % ; PSC, 13,3 % ; RW, 6,2 % ; PLP, 6,2 % ; PC, 1,8 %.

Les *résultats électoraux* pour Huy-Waremme nous donnent finalement la meilleure mesure du succès du journaliste-candidat. On sait que Frédéric François n'a pas été élu (il est maintenant sénateur provincial) mais cet échec n'est dû qu'au hasard d'un système électoral compliqué, et, qui donne parfois des résultats curieux (les voix obtenues par F. François contribuèrent à l'élection de MM. Hansenne à Liège et Schyns à Verviers ; le troisième élu de Huy-Waremme, Joseph Fiévet, RW, a remporté un nombre de voix très inférieur à celui comptabilisé par F. François).

« En Wallonie francophone (sans les cantons de l'Est), les libéraux du PLP perdent 2,2 % des voix et le Rassemblement wallon 2,4 %. Simultanément, on observe des gains socialistes (+ 2,4 %) et sociaux-chrétiens (+ 2 %) » (18). Le PC/UDP, pour sa part, stationne, perdant 0,2 %. *Les mouvements de voix vont dans le même sens à Huy/Waremme, mais avec une ampleur généralement accentuée. C'est là que le PSC gagne le plus de voix (+ 6,7 %) et que le PLP en perd le plus (— 5 %) ; cependant que le RW enregistre une de ses baisses les plus fortes*

(18) GOFFART Vincent, « Comment les Belges ont voté le 10 mars 1974 », dans *Revue Nouvelle*, Bruxelles, 1974, 4, p. 413.

(— 3,1 %). Le PSB progresse un peu, pendant que le PC recule. Tout se passe comme si la venue du journaliste bruxellois avait donné un tour personnel au combat politique, devenant un match François-Leburton, le premier prenant, semble-t-il, surtout ses voix au PLP et au RW, et le second au PC. Cela apparaît si l'on tient compte des *résultats d'ensemble* :

	1971	%	1974	%
PSB	42.922	47,11	43.762	48,60
PSC	16.224	17,8	22.168	24,62
PLP	16.074	17,66	11.343	12,59
RW	12.057	13,23	9.074	10,08
PC	3.830	4,2	3.697	4,11
Votes valables	91.107		90.044	

Cela apparaît surtout aux *voix de préférences* obtenues par les deux combattants, F. François arrivant presque, ici, au niveau d'E. Leburton ; et l'un et l'autre gagnant par rapport aux élections précédentes.

Sur 22.168 suffrages PSC, F. François recueille 13.205 voix de préférence, soit 59,56 %. En 1971, la tête de liste PSC, Charpentier recueillait 6.443 voix de préférence soit 39,71 % des 16.224 voix sociales chrétiennes.

Sur 43.762 suffrages PSB, E. Leburton obtient 14.458 voix de préférence, soit 33,03 %. En 1971, les chiffres étaient respectivement 42.922, 11.345, 26,41 %.

Summary

This paper represents a first approach of the campaign in the french-speaking radio and television. A thorough study will be done later. You will read here :

- *the different kinds of electoral programmes ;*
- *the topics of the campaign through the questions asked by the audience, the questions selected by the journalists, the topics of the political platforms ;*
- *the critique (the reactions of the press after the programmes) ;*
- *the audience (how many people looked at the political programmes and why) ;*
- *the « case François » (a political journalist working for the television became candidate for a political party).*

